



CONSELL GENERAL PRINCIPAT D'ANDORRA

143ème Session de l'Union Interparlementaire

Madrid – Espagne du 27 au 30 novembre 2021

Intervention de **Mme Meritxell Palmitjavila**, Vice-Présidente du Conseil Général (ANDORRE)
lors du débat général sur le thème « Surmonter les divisions et renforcer la cohésion pour
relever les défis actuels de la démocratie »

Madame la Présidente de l'Assemblée,
Mesdames et Messieurs parlementaires,
Mesdames et Messieurs,

En deferencia a nuestros vecinos y homólogos españoles, voy a empezar el discurso en castellano y luego seguiré en francés, idioma oficial de la UIP.

Ante todo, permítanme aprovechar la ocasión para expresar, en nombre de la delegación andorrana, nuestro más sincero agradecimiento al parlamento español y a la Unión Interparlamentaria, por la organización de esta asamblea, la primera después del inicio de la pandemia. Un gran reto sanitario, pero sobre todo una gran apuesta a favor del reencuentro físico de nosotros, los parlamentarios.

La crisis sanitaria provocada por la pandemia de SARS-CoV-2 nos ha marcado, nos ha hecho reflexionar sobre nuestros hábitos y comportamientos, sobre nuestras relaciones con los demás y con el medio ambiente. Defender y mejorar la democracia implica cuestionarse a uno mismo y, en consecuencia, cuestionar también la política.

Mucho antes de esta crisis sanitaria, ya éramos conscientes del sentimiento de alejamiento y desconfianza que tenían, cada vez más, muchos de nuestros ciudadanos hacia la política.

Esta crisis ha agravado esta desafección política: nos encontramos con ciudadanos que se sienten abandonados, no representados y con sentimientos que propician el auge de populismos y radicalismos, ambos, movimientos que erosionan, debilitan y amenazan claramente la convivencia democrática.

Défendre et développer la démocratie c'est redonner espoir, espoir au-delà des mots, espoir à travers d'actions concrètes et partagées entre institutions aussi bien au niveau local, national, qu'international. Peut-être pourrions-nous construire un contrat social, basé sur des droits et des devoirs, pour avancer ensemble dans ce complexe scénario.

Nous ne pouvons pas faire comme si rien ne s'était passé. Il est important d'évaluer les impacts de la crise sanitaire dans tous les domaines ; dans le domaine de la santé publique,

de l'éducation, de la vie sociale, de l'économie, de l'écologie, de la technologie, afin de réorienter les nouvelles priorités et s'assurer que la discrimination et les inégalités soient évitées autant que possible.

Il faut contempler les personnes au cœur des décisions politiques et garantir la protection de groupes vulnérables, comme les personnes âgées, les femmes, les jeunes et les enfants, entre autres.

Je partage les conclusions de la récente Conférence européenne des Présidents de Parlement tenue le mois dernier à Athènes de faire évoluer nos méthodes de travail et être à l'écoute de nos citoyens. Promouvoir une concertation renforcée entre les différentes parties prenantes aux niveaux local, national et international, y compris avec les acteurs privés. Promouvoir de nouveaux modèles de participation et de délibération citoyennes qui viennent compléter et enrichir la démocratie parlementaire tenant en compte la participation des jeunes.

Une réflexion sur le travail des organisations internationales pourrait également être à l'ordre du jour.

Il faut également considérer le développement écologique au centre du débat politique, identifier les projets prioritaires, et faire pivoter nos actions autour de ces décisions, afin de garantir la transversalité d'une gouvernance efficace, si nous tenons à protéger notre environnement et à inverser les effets du changement climatique qui vont, vraisemblablement, retomber sur le bien-être de nos citoyens. Là aussi il serait nécessaire d'impliquer la société, en écartant le discours de la peur pour mettre en valeur un discours axé sur des mesures réalistes.

Il faut garantir que l'éducation de nos enfants et de nos jeunes réponde aux défis du XXI siècle qui sont de grand enjeu, adopter de nouvelles manières de faire pour aider à digérer les effets de la pandémie sur leurs comportements et renforcer la formation continue de nos enseignants.

Il faut soutenir la santé publique et la protection des personnes âgées et en particulier veiller sur la santé mentale d'une société stressée, repenser les enjeux de la vieillesse pour que les générations à venir aient des droits de retraite et une vie digne.

Il faut veiller à ce que des crédits suffisants soient consacrés à ces priorités lors du vote des budgets.

Au cours de cette crise nous avons considéré l'importance de nous venir en aide, de partager, de coopérer de collaborer, au niveau local, national et au-delà de nos frontières. Les efforts de reconstruction après la crise se doivent de continuer à se soutenir, comme nous l'avons fait pendant la gestion de la pandémie. Les institutions, les parlements nationaux et les assemblées interparlementaires, doivent contribuer à promouvoir et à renforcer cette solidarité qui nécessite d'un support économique qui ne peut se baser que sur l'austérité, sinon sur la co-responsabilité entre toutes les parts.

Merci à tous pour votre attention.